



REPUBLIQUE DE GUINEE
GROUPE DE LA BANQUE



AFRICAIN DE DEVELOPPEMENT

MINISTÈRE DES INFRASTRUCTURES ET DES TRAVAUX PUBLICS

DIRECTION NATIONALE DES ROUTES NATIONALES

UNITE DE GESTION DES PROJETS DE ROUTES- BAD, GUINEE

**PROJET D'AMENAGEMENT ET BITUMAGE DE LA ROUTE LOLA-N 'ZOO-
FRONTIERE COTE D'IVOIRE**

N° d'Identification du projet : P-Z1-DB0-162

***TERMES DE RÉFÉRENCE RELATIFS AU RECRUTEMENT D'UN
CABINET/FIRME POUR LA MISE ŒUVRE DES ETUDES D'EVALUATION
DES IMPACTS SOCIOECONOMIQUES DU PROJET D'AMENAGEMENT
ET BITUMAGE DE LA ROUTE LOLA N'ZOO FRONTIERE COTE
D'IVOIRE***

Financement :

Prêt FAD Initial N° : 2100150032594

Prêt FAD Additionnel N° : 2100150033396

Prêt FAT Initial N° : 5900150000401

Août 2023

1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Les Gouvernements de la république de Guinée, de la Côte d'Ivoire, du Libéria et de Sierra-Léone ont introduit auprès de la Banque, une requête de financement pour l'aménagement et le bitumage des routes Danané-Lola (87,35 km), Bloléquin-Toulépleu-Frontière du Libéria (65 km), Tabou-Prollo (28 km), Karloken-Fish Town (80 km) et la jonction Harper-Cavally (16 km). Il s'agit de 276,35 km de routes encore en terre, d'à peine 6 m de largeur, impraticables en toutes saisons, avec des ouvrages de franchissements pour la plupart, en bois de fortune. L'enclavement des régions, le nombre élevé de contrôles routiers et l'inadaptation des postes frontaliers sont des facteurs de fragilité qui attisent les crises successives qui ont caractérisé la région les 20 dernières années. Ces routes enregistrent, cependant, un trafic appelé à croître eu égard aux potentialités économiques de la zone et aux efforts faits pour sortir ces pays des crises récurrentes qui les ont longtemps caractérisés. Pour faire face aux trafics actuels et futurs, il faut améliorer le niveau de service des routes, accroître leur capacité à supporter le trafic en toute saison et alléger les contrôles frontaliers, ce qui nécessitera l'aménagement et le bitumage des routes ainsi que l'aménagement de postes frontaliers pour des contrôles conjoints.

Le programme bénéficiera aux usagers du transport, transporteurs, producteurs agricoles ainsi qu'aux 2, 83 millions de personnes de sa zone d'influence et particulièrement aux plus nombreux que sont les groupes défavorisés (femmes et enfants). Il devait être réalisé de juin 2015 à juin 2019 pour un coût total HT-HD estimé à 221,97 millions d'UC (173,34 MUC en devises et 48,63 MUC en monnaie locale) dont 203,56 MUC par le FAD, et 18,41 de la CI et de la Guinée. La contribution du FAD proviendra des allocations-pays (13,37 MUC), du FAT (56,49 MUC) et de l'enveloppe régionale (133,71 MUC), dont 47,47% pour la Côte d'Ivoire, 14,76% pour la Guinée et 37,77% pour le Libéria. Tenant compte de la réduction de l'enveloppe régionale, les ressources disponibles en 2014 sont de 69 MUC, soit 33,46 MUC pour la CI, 9,36 MUC pour la Guinée et 26,18 MUC pour le Libéria. Les reliquats de 30,96 M UC ; 8,66 M UC et 24,22 M UC respectivement pour la CI, la Guinée et le Libéria feront l'objet d'approbation par le Conseil, en 2015, selon la procédure de non objection. Le projet avait été suspendu en 2019, la suspension a été totalement levée en décembre 2022 et prorogé pour 24 mois supplémentaires (décembre 2024).

Le programme figure dans les cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté des trois pays, dans le Plan d'action du PIDA et dans le programme prioritaire des transports de l'UFM. Il est la première opération du Cadre Stratégique de l'initiative de la Banque pour l'UFM dont le coût des volets « transport » et « facilitation du commerce », estimé à 2,53 Milliards d'USD, accuse un déficit de 1,79 milliards d'USD, soit 71%. Forte de cela, la Banque a dépêché, en novembre 2013 et mars 2014, une mission de préparation qui a convenu avec les pays, de la consistance et de l'importance du programme. En août/septembre 2014, alors que l'épidémie à virus Ebola sévit dans deux des 3 pays obligeant à des restrictions de voyage dans ces pays, des concertations par vidéo-conférence ont été organisées avec le Gouvernement libérien et par correspondances avec le Gouvernement Guinéen pour l'évaluation du programme.

Le mauvais état des routes, l'isolement des régions pauvres et des services de sécurité, qui caractérisent la zone du programme, favorisent les activités de mercenariat transfrontalier, les trafics de tout genre, entrave la croissance économique, décourage les investissements publics et privés, limite l'accès aux opportunités d'emplois, aux peu d'infrastructures Socioéconomiques (éducation, santé, etc.) existant, aux zones de production, etc. Les contrôles routiers et frontaliers étant fastidieux, les échanges commerciaux, ainsi, sapés sont demeurés très faibles. L'amélioration des

routes permettra de renforcer l'intégration régionale, la paix et la réconciliation, d'améliorer l'attractivité des investissements, d'accroître les échanges commerciaux entre les pays et de protéger l'environnement en baissant les coûts de transport, réduisant les accidents de la route et des émissions de gaz à effet de serre, le temps de transit pour les marchandises et donnant accès aux marchés, aux zones de production et aux services sociaux.

Du fait de son expérience et des compétences acquises dans la mise en œuvre de projets d'infrastructures régionales, la Banque a été désignée Chef de file des bailleurs de fonds pour les infrastructures du NEPAD. En outre, le présent programme est une continuation de l'appui de la Banque dans le secteur des transports au Libéria, qui inclut le bitumage de la route Fish Town-Harper, phase 1 approuvé en octobre 2013. Enfin, la Banque a pris l'initiative de mettre en place un Groupe Spécial de Haut niveau sur les Etats Fragiles qui a élaboré un plan d'actions assorti de recommandations pertinentes. La Banque est, donc, la mieux placée pour permettre, par ce programme, d'atteindre les objectifs de l'UFM et de vaincre la fragilité.

Les enseignements du programme seront capitalisés à travers (i) les rapports de suivi-évaluation des impacts du programme qui seront assurés par un consultant ; et (ii) l'Observatoire sur les Pratiques Anormales (OPA) qui surveille, détecte et publie régulièrement les écarts par rapport à la réglementation communautaire sur les corridors internationaux. Les leçons, expériences et connaissances qui seront ainsi tirées de la réalisation du présent projet seront gérées à partir d'une base de données au niveau des Ministères des travaux publics des pays bénéficiaires et seront diffusées dans les rapports annuels et le site Web de la Banque.

Après trois années de mise en œuvre, le projet a été suspendu en 2018 avec une exécution physique d'environ 75% du tronçon, la reprise prochaine de ses activités permettra non seulement de finaliser la construction de la route, mais aussi la mise en œuvre des activités des autres composantes du projet.

Ainsi, le gouvernement guinéen a l'intention d'utiliser une partie des sommes au titre de ce prêt pour financer le contrat de Service de Consultant/Firme pour la réalisation des études d'évaluations des impacts socioéconomiques du projet.

Les études d'évaluation des impacts socioéconomiques vont se limiter à la zone d'influence directe du projet

2. PRINCIPAUX DOMAINES D'EFFETS ATTENDUS.

La réalisation des activités prévues pour ce projet aura de nombreux effets positifs dans la zone d'influence directe du projet. Ils peuvent être regroupés dans les principaux domaines et les paramètres suivants sans être exhaustif :

a) Effets en matière de transport :

- niveau de trafic
- volume des échanges commerciaux (import et export),
- temps de parcours,
- index d'accès rural
- coût d'entretien de véhicule,
- taux de rentabilité économique (TRE) du projet, etc.

b) Effets du projet dans le domaine agricole

- nombre de ménages pour les principales cultures pratiquées dans la ZIDP,
 - type de semences utilisées et leur provenance
 - superficie moyenne par principale culture et par ménage,
 - production moyenne par ménage pour les principales cultures,
 - quantités moyennes de production par ménage destinées à la vente par culture (permettant de calculer le taux de commercialisation)
 - revenu agricole moyen par ménage et par genre,
- c) *Effets sur la situation spécifique de femmes (genre) :*
- niveau d'associations de femmes
 - principales activités génératrices de revenu pour les femmes,
 - niveau de revenu par type d'activité,
 - temps consacré aux corvées quotidiennes de la vie (recherche du bois de chauffe, de l'eau, etc.),
 - temps d'accès aux principaux services de base (santé, éducation etc.),
- d) *Effets sur l'économie locale de la ZIDP :*
- emplois directs en rapport avec la réalisation des travaux routiers et autres activités du projet,
 - emplois indirects,
 - situation des unités économiques (secteur informel),
 - valeur locative des logements et unités économiques,
 - nouvelles activités dans la zone,
 - évolution du prix des produits agricoles et celui des produits de première nécessité, etc.
 - participation de la zone à la formation du PIB et des recettes d'exportation
- e) *Effets en termes de changement de comportement :*
- attentes par rapport au projet,
 - appréhensions / craintes par rapport au projet,
 - niveau de connaissance et d'aptitude par rapport au VIH/SIDA, sécurité routière et protection de l'environnement (thèmes qui feront l'objet des campagnes de sensibilisation dans le cadre du projet),
 - niveau de respect de consignes et utilisation des connaissances acquises suite aux campagnes de sensibilisation et autres formations,
- f) *Effets du projet tels que perçus par les populations de la ZIDP suite à l'évaluation par les bénéficiaires.* En utilisant les méthodes qualitatives (notamment la MARP), il faudra réaliser une évaluation des impacts par les populations de la ZIDP.

En fonction de ces effets attendus, des indicateurs plus précis seront définis et documentés à la suite des enquêtes quantitatives et qualitatives lors de l'établissement de la situation de référence et à la fin du projet.

3. MANDAT A REALISER PAR LE CABINET/FIRME

Le consultant qui sera recruté aura pour mandat de réaliser les études d'évaluations des impacts socioéconomiques du Projet. Il est question, à partir des indicateurs d'impact retenus pour ce projet, de :

- (i) Établir la situation de référence avant la reprise des travaux,
- (ii) Réaliser l'évaluation ex-post des impacts socioéconomiques à la fin du projet.

- (iii) Réaliser, également à la fin du projet, une évaluation par les bénéficiaires afin d'avoir la perception des populations sur les changements survenus dans leur milieu et qu'elles attribuent, selon elles, à la réalisation de ce projet.

Plus spécifiquement, le consultant devra, dans le cadre de ce mandat, réaliser des activités ci-après :

- (i) Prendre connaissance de la documentation disponible sur le projet et d'autres études réalisées sur la zone d'influence du projet ;
- (ii) Spécifier, en se rapportant au Rapport d'évaluation du projet et en concertation avec l'organe d'exécution, les principaux indicateurs à couvrir ainsi que les données à constituer par grand domaine d'effets attendus ;
- (iii) Proposer une approche méthodologique cohérente pour la collecte de données sur le terrain, les outils de collecte, le plan d'analyse et un programme détaillé de la réalisation de la mission ;
- (iv) Etablir la situation de référence pour les principaux indicateurs d'impact convenus pour ce projet ;
- (v) Suivre la situation spécifique des femmes de la ZIDP ;
- (vi) Procéder à l'évaluation ex-post des effets Socioéconomiques de ce projet à la fin des travaux, en incluant l'évaluation par les bénéficiaires afin d'avoir la perception des populations sur les changements survenus dans leur milieu et qu'elles attribuent, selon elles, à la réalisation de ce projet, et
- (vii) Produire les rapports exigés (voir la section sur les rapports à produire)

Une même approche méthodologique devra être utilisée pour l'établissement de la situation de référence et pendant l'évaluation finale pour les mêmes indicateurs afin de rendre possible la comparaison des résultats. La réalisation de l'évaluation d'impact devra permettre d'apprécier la variation des valeurs obtenues (par indicateur) par rapport à la situation de référence. Une approche appropriée (qualitative) devra être utilisée pour l'évaluation par les bénéficiaires. Cette évaluation par les bénéficiaires permettra de disposer des données qualitatives pouvant compléter les données quantitatives qui seront constituées.

-A) Etablissement de la situation de référence à la reprise des travaux

Les principales étapes et les activités à réaliser sont les suivantes pour l'établissement de la situation de référence :

- 1) Elaboration d'un document méthodologique définissant clairement et de manière cohérente les éléments suivants :
 - Indicateurs d'impact à suivre et principales données à constituer par indicateur ;
 - Approche méthodologique à utiliser pour la collecte de données : critères d'échantillonnage et établissement d'un échantillon représentatif statistiquement (de la zone du projet et des dimensions couvertes), méthodes de collecte de données, questionnaire d'enquête, guides de discussions, etc. ;
 - Description sommaire de principaux outils de collecte de données (Questionnaire et guides de discussions devront être placés en annexe) ;
 - Plan détaillé d'analyse des données de l'enquête et principaux tableaux de résultats à constituer à annexer au rapport de l'étude (situation de référence et évaluation d'impact).
 - Coûts de l'étude à l'étape de la situation de référence, présentation de l'équipe en charge de l'étude et description du travail à accomplir par chaque membre ;
 - Planning des activités pour l'établissement de la situation de référence.

- 2) Réalisation de l'enquête sur le terrain, avec comme principales activités :
 - Constitution des équipes de collecte ;
 - Formation des enquêteurs ;
 - Test du questionnaire sur le terrain ;
 - Réalisation de la collecte de données dans la zone du projet.
- 3) Index d'accès rural (RAI) :
 - Une équipe spécifique (cartographe avec des GPS) devra être mobilisée pour la réalisation de l'index d'accès rural (Pourcentage de population rurale vivant à moins de 2 Km d'une route praticable en toute saison). Il sera question de géoréférencer les principales voies / routes de la ZIDP ainsi que les villages, et les infrastructures de base. Il sera ainsi possible de calculer le RAI et aussi établir une carte matérialisant les résultats obtenus. (Voir la démarche à suivre précisée en annexe 2)
- 4) Production du rapport préliminaire sur la situation de référence
 - Dépouillement, Saisie, traitement et analyse des données ;
 - Rédaction du rapport.
- 5) Tenue d'une séance de validation des résultats avec l'organe d'exécution du projet
 - Production de la version revue du rapport suite à l'atelier ;
 - Transmission du rapport approuvé par le Gouvernement à la Banque.

B) Evaluation ex-post des impacts socioéconomiques du projet à la fin du projet

La même approche méthodologique sera utilisée suivant les mêmes étapes.

- 1) Document méthodologique partant du document méthodologique préparé pour la situation de référence, le consultant est tenu de produire un document méthodologique actualisé et prenant en compte les préoccupations spécifiques pour la phase d'évaluation à la fin du projet.
- 2) Ce document méthodologique actualisé doit comprendre des outils spécifiques pour analyser les effets du projet tels que perçus par les bénéficiaires/ population de la ZIDP.
- 3) Réalisation des enquêtes sur le terrain, avec comme principales activités :
 - Constitution des équipes de collecte ;
 - Formation des enquêteurs ;
 - Test du questionnaire sur le terrain ;
 - Réalisation de la collecte de données dans la zone du projet.
- 4) Index d'accès rural

Réfaire le travail de géoréférencement des voies praticables, villages et infrastructures riveraines aux différents axes routiers parcourus par les cartographes afin de rétablir la carte de l'index d'accès rural.
- 5) Production du rapport préliminaire sur les impacts du projet

- Dépouillement, saisie, traitement et analyse des données ;
- Rédaction du rapport ;

6) Tenue d'un atelier de validation des résultats

- Production de la version revue du rapport suite à l'atelier ;
- Transmission du rapport approuvé par le Gouvernement à la Banque.

C) Suivi de la situation spécifique des femmes ayant recue des appuis à travers le projet

Le Consultant devra constituer les informations pouvant servir à apprécier les changements que les différents appuis auront sur les conditions de vie des femmes. Ce sera plus quand le projet sera réalisé et que les femmes pourront effectivement indiquer elles-mêmes les changements qu'elles auront constatés. Pour la situation de référence, les informations de base à constituer sont les suivantes : le temps de déplacement pour accéder aux principaux services de base, revenus, principales activités dans lesquelles elles sont impliquées, etc.

D) Suivi de la création d'emplois directs durant le déroulement des travaux.

3.7 Une fiche de collecte de données sera mise à la disposition du bureau de contrôle afin de constituer les informations nécessaires à l'appréciation du niveau de création d'emplois de ce projet. Cette fiche sera complétée mensuellement et transmise à l'organe d'exécution. Elle devra en fait être annexée au rapport mensuel à soumettre par le bureau de contrôle à l'agence d'exécution. Le consultant devra demander cette fiche remplie auprès de l'agence d'exécution du projet (voir l'annexe 1).

4. TYPE DE MARCHE

Il s'agit d'un mandat à réaliser dans le cadre d'un contrat qui sera signé entre le Consultant et l'Unité de Gestion des Projets de Transport de la BAD en Guinée (UGP-BAD).

5. LES INDICATEURS D'IMPACT A SUIVRE

5.1 Le cadre logique figurant dans le rapport d'évaluation du Programme d'aménagement de Routes et de Facilitation du Transport au sein de l'UFM (Lola-N 'Zoo-Frontière Côte d'Ivoire) constituera le point de départ des paramètres à couvrir par les études d'évaluation des impacts du projet. Un consensus devra être trouvé avec l'organe d'exécution sur les principaux indicateurs à suivre. Les éléments suivants ont été proposés sans être exhaustif :

- (i) Index d'accès rural (pourcentage de population ayant accès, à moins de 2 Km, à une route praticable en toute saison) voir l'annexe 2 ;
- (ii) Temps de déplacement par moyen de transport dans la zone du projet ;
- (iii) Niveau du trafic dans le corridor ;
- (iv) Evolution des échanges entre la Guinée, la Cote d'Ivoire et le Libéria ;
- (v) Pertes de production des principales spéculations agricoles du fait de l'enclavement ;
- (vi) Evolution du taux de transformation des produits agricoles ainsi que du nombre d'usine ou de petites unités de transformation des produits ;
- (vii) Revenus générés par genre et ménage ;
- (viii) Niveau de production agricole pour les principales cultures de la ZDIP ;

- (ix) Emplois directs créés par genre et masse salariale distribuée (Voir l'annexe 1) ;
- (x) Emplois indirects (suite à l'enquête sur l'emploi) ;
- (xi) Coûts d'exploitation de véhicules (CEV) ;
- (xii) Situation spécifique des femmes dans la ZIDP ;
- (xiii) Délais et coûts d'acheminement des produits ;
- (xiv) Changements de comportement en matière de sécurité routière, de VIH/SIDA et de protection de l'environnement ;
- (xv) Appréciation qualitative (par les bénéficiaires) de l'amélioration des conditions de vie dans la zone ;
- (xvi) Taux de variation des prix des produits (agricoles et de première nécessité) dans les zones visées ;
- (xvii) Attentes et craintes de populations de la ZIP par rapport au projet ;
- (xviii) Niveau de contribution des produits agricoles de la ZIP sur le PIB et les recettes d'exportation officielle.

6. CE QUI EST ATTENDU DE DIFFERENTES PARTIES PRENANTES

- Unité de Gestion du projet

Un contrat sera établi avec le consultant retenue après le processus de sélection. Ce contrat devra préciser le mandat, les résultats attendus, le calendrier d'exécution, le montant total du coût pour la réalisation de l'étude de référence et l'évaluation d'impact, préciser les modalités de décaissement (principales tranches à payer). Le projet du protocole de collaboration (paraphé par les deux parties) devra être transmis à la Banque pour non objection avant la signature. Il s'agit d'un contrat forfaitaire payé par livrables : Documents méthodologiques. Rapports initiaux et Rapports finaux, Base de données et programme d'analyse (syntaxe) pour chaque phase (Etablissement de la situation de référence et Evaluation des impacts à la fin du projet).

Informations sur la zone d'intervention du projet. Mettre à la disposition du consultant toute documentation et informations nécessaires sur la zone d'intervention du projet (carte de la zone d'intervention, carte du réseau routier, les coordonnées de personnes ressources à contacter dans la région, etc.).

Informations durant le déroulement des travaux. Durant l'exécution du projet et en fonction des indicateurs retenus, fournir des informations nécessaires pour le suivi de certains indicateurs, notamment : les thèmes couverts par les campagnes de sensibilisation sur la sécurité routière, sur les emplois créés, la base de sondage pour l'enquête auprès des travailleurs temporaires, et fiches à remplir par la mission de contrôle

- Consultant

Il est attendu du Consultant, sur la base des TDR, un document méthodologique; précisions sur les modalités pratiques de la réalisation de l'étude de référence et de l'évaluation des impacts socioéconomiques, le coût total des prestations ventilées par étapes de déroulement du travail, un planning détaillé pour la réalisation de différentes étapes, les principaux résultats et les principaux outils de collecte de données (questionnaires et guides d'entretiens en fonction de types d'enquêtes à réaliser). Ce document méthodologique sera transmis par l'organe d'exécution à la Banque.

7. DUREE DE LA MISSION

Le Consultant présentera un planning détaillé du déroulement du travail par grande étape. Le mandat court sur les périodes de 2023-2024 et 2025.

8. OBLIGATIONS EN MATIERE DE RAPPORTS

Pour chaque grande étape, un rapport préliminaire est produit puis restitué à l'UGP et aux parties prenantes à la faveur d'un atelier organisé à cet effet. Cet atelier sera pris en charge par l'UGP. A la suite de cet atelier, le consultant prendra en compte toutes les observations faites sur le rapport préliminaire pour élaborer le rapport final.

Le consultant fournira le rapport préliminaire trois (3) mois après le démarrage des activités de collecte et le rapport final une (1) semaine après l'atelier de restitution du rapport préliminaire.

Les bases de données et les programmes d'analyse (syntaxes) seront transmis en versions électroniques sur supports amovibles (clé USB, Disque Externe, CD ROM etc...).

Pour les rapports finaux, en plus des versions électroniques, des copies durs (supports papiers) en 10 exemplaires seront transmis à l'adresse suivante :

Ministère des Infrastructures et des Travaux Publics

Direction Nationale des Routes Nationales /Unité de Gestion des Projets BAD

sis à l'immeuble MISS POKOU, Appartement 7A, Quartier Témintaye, Commune de Kaloum, Conakry, République de Guinée.

E-mail : amara.diabate.konia@gmail.com

Tél: (+224) 628 68 77 37

9. PROFIL DU CANDIDAT

9.1 Composition de l'équipe

Le Consultant devra joindre à son offre la liste et le curriculum vitae du personnel de maîtrise qualifié et compétent qu'il affectera à la réalisation de la mission ainsi que celle du personnel d'exécution en nombre suffisant. L'Administration se réservera, pendant toute la durée de la mission, le droit de refuser ou de faire remplacer tout personnel dont les capacités techniques ou les comportements sont jugés inadéquats.

Tout le personnel de clé doit maîtriser correctement les logiciels de traitement de texte et les tableurs (ex : Word, Excel, MS Project ou équivalents, etc..).

Le Consultant effectuera toutes les tâches sous l'autorité de l'Organe d'exécution conformément aux règlements et aux normes internationalement admises. Il est responsable vis à vis de l'Administration de la bonne marche des prestations.

L'Administration considérera le chef de mission du Consultant comme l'interlocuteur responsable de l'ensemble de son personnel et des opérations sur le terrain. Le Consultant désignera en outre un superviseur au siège qui sera l'interlocuteur de l'Organe d'exécution pour tous les aspects ayant trait à la bonne exécution du contrat et qui assurera le contrôle interne du Consultant sur sa mission.

Le chef de mission est chargé de diriger et de coordonner les activités de la mission. Il est responsable de la totalité des tâches exécutées par les agents de la mission de Suivi/Evaluation.

Les intérimaires lors des départs en congé devront être assurés par des experts de niveau équivalent. Les modalités d'intérim sont à préciser dans l'offre du titulaire.

La liste du personnel devra comprendre au moins :

N°	Désignation	Unité	Qté)
Personnel Clé			
1	Un Coordonnateur de l'étude	H-M	
2	Chef de mission (Economiste des transports ou Démographe)	H-M	
3	Spécialiste de gestion et traitement des données (statisticien ou informaticien spécialiste en traitement statistique des données d'enquêtes)	H-M	
4	Socio-économiste ou sociologue spécialiste en enquêtes (quantitatives ou qualitatives) et question genre	H-M	
5	Un cartographe/GIS maîtrisant les principaux logiciels d'analyse spatiale (pour le suivi de l'index d'accès rural)	H-M	
Personnel de support ou d'exécution			
6	Comptable	H-M	
7	Enquêteurs	H-M	
8	Agent de saisie/Codification	H-M	
9	Secrétaire	H-M	
10	Chauffeurs	H-M	

9.2 Qualification de l'équipe.

Le Cocontractant devra soumettre à l'approbation de l'administration, le curriculum vitae du personnel expert qu'il compte affecter à cette étude. La mise en route de ce personnel ne pourra être entreprise sans l'autorisation préalable de l'Unité de Gestion des Projets.

N°	Désignation	Profil et expérience
1	Coordonnateur de l'étude	Diplômé en sciences économique, Statistiques ou démographique niveau BAC + 5 ou plus, ayant au moins quinze (15) ans d'expérience, dont au moins dix (10) dans le suivi-évaluation des projets. Il doit avoir participé avec succès, en tant que Superviseur/Coordonnateur/Chef de mission, aux études de Suivi-Evaluation de projets. Il doit maîtriser le français.
2	Chef de mission	Diplômé en Sciences économiques ou démographiques, niveau BAC + 4 ou plus, spécialisé en économie des transports, ayant au moins quinze (15) ans d'expérience, dont au moins cinq (05) dans le suivi-

N°	Désignation	Profil et expérience
		évaluation des projets. Il doit avoir assumé avec succès le poste de chef de mission d'étude de suivi-évaluation des impacts socioéconomiques des projets d'infrastructures en général et d'infrastructures de transport en particulier
3	Spécialiste de gestion et traitement des données (Statisticien ou informaticien spécialiste en traitement statistique des données d'enquêtes)	Formation d'ingénieur statisticien niveau bac+4 ou plus ou d'ingénieur informaticien niveau Bac + 4 ou plus, spécialisé en traitement informatique des données d'enquêtes, ayant au moins cinq (05) ans d'expérience. Il doit avoir participé avec succès en tant qu'ingénieur informaticien à des études de Suivi-Evaluation de projets
4	Socio-économiste ou sociologue spécialiste en enquêtes (quantitatives ou qualitatives) et question genre	Il doit avoir un niveau de formation Bac + 4 ou plus, en étude économique ou sociologique, spécialisé en enquêtes et question de genre, ayant au moins cinq (05) ans d'expérience. Il doit avoir participé avec succès, en tant que socio-économiste ou sociologue spécialisé en enquêtes et question de genre, à des missions similaires en tant que socio-économiste et expert genre à des études de suivi-évaluation des projets
5	Un cartographe/GIS maîtrisant les principaux logiciels d'analyse spatiale (pour le suivi de l'index d'accès rural)	Il doit avoir un niveau de formation BAC + 5 en cartographie et Système d'Information Géographique (GIS) ayant au moins quinze (15) ans d'expérience dont au moins dix (10) dans la collecte et l'analyse des données relatives à la cartographie et aux SIG Il doit avoir participé avec succès en tant que spécialiste en cartographie/GIS dans les missions d'étude de suivi-évaluation des projets en général et d'infrastructures routières en particulier

Il est précisé que les curricula vitae devront mentionner les diplômes (fournir photocopies, les originaux étant exigibles aux négociations en vue de la signature du contrat), l'expérience professionnelle en détaillant pour chacun des projets mentionnés, les responsabilités, les tâches accomplies, le nom du client, le Bailleur de fonds, etc. Tous ces experts doivent avoir une parfaite connaissance de la langue française.

Les agents enquêteurs devront avoir une maîtrise des principales langues parlées dans la zone de d'intervention directe du Projet qui constitue la zone de l'étude.

Annexe 1

1. Précision sur la fiche pour le suivi de la création des emplois directs

En matière de création d'emplois, on peut distinguer (i) les emplois directs (temporaires) liés aux activités immédiates du projet et (ii) les emplois indirects, dans la zone d'influence du projet (ZIP), inhérents à la réalisation du projet. Il est important d'estimer ces deux niveaux d'emplois afin d'apprécier les impacts du projet dans ce domaine.

2. Fiche pour la collecte de données sur les emplois temporaires directs

- **Trois indicateurs à suivre.** Compte tenu de l'importance accordée par la Banque à la quantification du niveau de création d'emplois en rapport avec les projets, il est proposé un outil simple pouvant permettre aux équipes de terrain de rassembler les informations nécessaires à l'estimation: (i) du nombre de personnes engagées dans les diverses activités du projet (travaux, contrôle, sensibilisation, suivi-évaluation, etc.), (ii) du nombre d'hommes-jours (h/jrs) effectivement consacrés à la réalisation du projet, et (iii) du montant total de salaire payé à ces différentes personnes impliquées dans la réalisation des activités du projet. Ces trois indicateurs sur l'emploi temporaire direct seront analysés en spécifiant: la situation de femmes, de jeunes et de population de la Zone d'influence du projet (ZIP).

- **Contenu de la fiche: Principales variables.** Comme indiqué dans le tableau 1, les principales variables à renseigner par la fiche de création d'emplois sont les suivantes :

- N° d'ordre (le dernier numéro renseigne directement sur le nombre total de personnes employées au cours de la période visée) ;
- Nom et prénom ;
- Sexe : afin de pouvoir estimer le nombre de femmes ;
- Age : afin d'apprécier l'importance de jeunes ;
- Quartier / Commune d'habitation : afin d'estimer les emplois créés directement dans la ZIDP ;
- Nationalité ;
- Activités / Taches réalisées au cours de la période visée ;
- Nombre de jours effectivement travaillé : important afin d'estimer le nombre d'h/jrs effectivement consacré aux activités du projet ;
- Salaire payé.

- **Utilisation de la fiche.** Elle devra être mise à la disposition du bureau de contrôle par l'Agence d'exécution. La fiche remplie doit être annexée au rapport mensuel du bureau de contrôle. Son contenu pourra être saisi à l'aide d'un chiffrier usuel, notamment Excel de Microsoft, afin de générer plusieurs sortes de tableaux sur :

- ✓ Nombre total de personnes utilisées durant les travaux qui est répartis par sexe, jeunes, provenance (ZIP ou pas), nationalité (Guinéens ou pas)
- ✓ Nombre total d'hommes-jours de travail effectivement réalisés selon les mêmes niveaux d'analyse
- ✓ Montant total de salaires distribués selon les mêmes niveaux d'analyse

- **Exemple de Tabulation.** De cette fiche, il est possible de prévoir plusieurs tableaux pour la tabulation. Il peut s'agir notamment des tableaux sur:
 - Nombre total de personnes utilisées durant les activités du projet : réparties par sexe, jeunes, provenance (ZIDP ou pas), nationalité (Tableau 2)
 - Nombre total d'hommes-jours de travail effectivement réalisés selon les mêmes niveaux d'analyse (Tableau 3)
 - Montant total de salaires distribués selon les mêmes niveaux d'analyse (Tableau 4).

Tableau 2 : Nombre total de personnes utilisées (main-d'œuvre) par le bureau d'étude et l'entreprise

Libellé	Période 1	Période 2	Période 3	Période 4			TOTAL
Nbre total de personnes employées							
Nombre de Femmes employées							
Nombre d'hommes employés							
Nombre de jeunes utilisé (*)							
Nbre de personnes de la ZIP							
Nbre de sénégalais							

(*) A définir selon les normes de travail du pays

Tableau 3 : Nombre d'hommes-jours de travail créés par les activités du projet (contrôle et travaux, etc.)

Libellé	Période 1	Période 2	Période 3	Période 4		TOTAL
Nbre total d'h/jrs créés						
Nbre d'h/jrs créés pour les Femmes						
Nbre d'h/jrs créés pour les hommes						
Nbre d'h/jrs créés pour les jeunes(*)						
Nbre d'h/jrs créés dans la ZIP						
Nbre d'h/jrs créés pour les sénégalais						

(*) A définir selon les normes de travail du pays ; (**) Exemple du Projet point Y à Bamako.

Tableau 4 : Montant total de salaires distribués en rapport avec les activités du projet

Libellé	Période 1	Période 2	Période 3	Période 4			TOTAL
Salaire total de personnes employées							
Salaires de Femmes employées							
Salaires des hommes employés							
Salaires de jeunes utilisé (*)							
Salaires de personnes de la ZIP							
Salaires de sénégalais							

(*) A définir selon les normes de travail du pays

3. Contribution à la création indirecte d'emplois dans la ZIDP

Il est possible que la mise en œuvre du projet entraîne la création des emplois directs dans la ZIP mais aussi indirect. Afin d'être à mesure d'en apprécier l'importance, le bureau en charge des évaluations des impacts socioéconomiques devra réaliser une enquête sur l'emploi dans la ZIP (i) lors de l'établissement de la situation de référence et (ii) à la fin du projet lors de l'évaluation des impacts.

Annexe 2

Précisions sur la mesure de l'indicateur «Index d'accès rural »

1. Définition

1.1 L'index d'accès rural est le pourcentage de population rurale ayant accès à une voie praticable en toute saison située à moins de deux (02) kilomètres. Sont considérées comme voies praticables les pistes rurales, les routes en terre, les routes bitumées, qu'un engin à quatre roues peut emprunter en toute saison de l'année. Sa détermination repose sur deux variables, à savoir :

- Au numérateur, le total de la population des localités se trouvant à 2 kilomètres ou moins d'une voie praticable en toute saison ;
- Au dénominateur, la population rurale totale de la zone considérée.

1.2 L'index d'accès rural peut être calculé aussi bien au niveau d'une région qu'au niveau d'une commune. Dans ce cas, il faut veiller à ce que les variables, numérateur et dénominateur, soient calculées au niveau administratif considéré (Régions, Préfectures, Sous-Préfectures, etc.).

1.3 L'un des produits de la cartographie censitaire réalisée généralement dans le cadre du recensement général de la population et de l'habitat est la liste de toutes les localités géo référencées avec les tailles estimées de population du pays. En d'autres termes, le dénominateur peut être disponible au niveau national, régional et communal ou préfectoral dans les pays où il y a eu un recensement récent de population. Sinon, on doit procéder au dénombrement de populations de la ZIDP.

1.4 Ce document présente la méthodologie de détermination de la valeur du numérateur, à savoir le total de la population des localités se trouvant à deux kilomètres ou moins d'une voie praticable en toute saison.

2. Recherche et analyse documentaire

Le travail doit commencer avec une séance de travail avec le service de l'organe d'exécution du projet qui doit fournir la liste des informations complètes sur les pistes et les routes (carte routière de la ZIDP). Cette séance de travail doit permettre de disposer de la liste et des cartes des pistes et routes pour le pays et la ZIDP. Un tableau devra constituer à partir des informations fournies. Ainsi chaque voie de communication (piste, route) a un numéro, des noms des localités du début et de la fin et sa longueur. Selon le classement de chaque pays, ces voies de communication peuvent être regroupées par région / commune et classées en trois catégories :

- Les routes bitumées ;
- Les routes en terre ;
- Et les pistes rurales.

3. Géo référencement des pistes et collecte des données complémentaires

3.1 Avant la descente sur le terrain, il serait mieux de représenter les différentes voies sur des cartes. Cette activité permettra non seulement d'éviter beaucoup de doublon mais aussi de programmer un parcours optimal pour ainsi minimiser les distances à couvrir.

3.2 Le géo référencement doit couvrir la quasi-totalité des voies de communication et les ouvrages d'art pour l'ensemble de la zone considérée. Le géoréférencement ne doit pas se limiter aux routes carrossables en toute saison, mais toutes voies. Les populations et les services techniques compétents aideront à déterminer les pistes et routes non praticables en toute saison.

3.3 L'opération de géo référencement consiste, à l'aide d'un GPS, de tracer toutes les pistes et routes de la ZIP. Au cours de cette activité, les coordonnées des ouvrages d'art doivent être relevées et des informations complémentaires collectées sur le terrain auprès des usagers sur l'accessibilité, l'entretien, etc.

4. Saisie des données complémentaires et numérisation des pistes

4.1 Les données relevées par le GPS, pistes et coordonnées des ouvrages d'art, doivent être par la suite transférées sur l'ordinateur et intégrées dans un logiciel SIG. A la fin de l'opération, une fusion complète de la toile représentant le réseau complet du pays ou de la ZIDP peut être réalisé. La détermination de la valeur réelle de l'index d'accès nécessite la mise en place d'une base de données des pistes qui prend en compte la variable accessibilité en toute saison.

4.2 Le développement de cette base de données doit commencer par l'extraction des pistes à partir de la toile (ensemble du réseau routier). Pour chaque piste extraite, il faut renseigner les différentes variables suivantes :

- Le code ;
- La localité du début ;
- La localité de la fin ;
- L'accessibilité ;
- La préfecture
- La sous-préfecture
- La région.

4.3 D'autres variables peuvent être ajoutées pour l'enrichir. L'intérêt de la mise en place de cette base de données est la mise à jour rapide et annuelle de la valeur de l'index chaque fois que les variables sont actualisées.

5. Définition d'un tampon de deux kilomètres autour des voies et d'extraction des localités

5.1 Après avoir transféré les données sur l'ordinateur avec un logiciel de SIG, on procède à la sélection des routes et pistes carrossables en toute saison à l'aide d'une requête appropriée.

5.2 Sur le même fond de carte contenant la zone tampon de 2 Km, toutes les localités sont projetées. La liste des localités situées à moins de deux kilomètres des pistes et routes accessible en

toute saison est extraite à l'aide de la requête appropriée. Il est important de préciser que la représentation des localités sur fond de carte correspond aux coordonnées du point de relevé de la localité. Par rapport à ce constat, des concessions de certaines localités qui sont retenues sont hors de la zone tampon et au même moment des concessions de localités sont dans la zone tampon alors qu'elles ne font pas parti des localités extraites. On fait l'hypothèse par conséquent qu'il y a compensation.

5.3 On doit constituer la liste de toutes les localités extraites (moins de deux kilomètres) par la requête et la placer en annexe. La somme des populations de ces localités constitue le numérateur.